

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/14947]

6 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 et 12 ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 61 ;

Vu le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, modifié par le décret du 22 mars 2018, particulièrement les articles 18/1, § 1^{er}, alinéas 3 et 5, § 2, alinéa 2, 18/3, § 1^{er}, alinéa 3, 18/5, alinéa 1^{er}, et 18/6, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 2018 ;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 11 juillet 2018 ;

Vu l'avis du F.R.S.-FNRS du 11 juillet 2018 ;

Vu le « test genre » du 28 mai 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 64.262/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Entre le chapitre V et le chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, il est inséré un chapitre V/1 intitulé : « Chapitre V/1.- Financement de programmes de recherche fondamentale intercommunautaire ».

Art. 2. Dans le chapitre V/1, inséré par l'article 1^{er}, sont insérés les articles 28/1 à 28/6 rédigés comme suit :

« Art. 28/1. - Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Art. 28/2. - La subvention visée à l'article 18/1 du décret du 17 juillet 2013 précité est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche qui sera liquidé après la transmission du rapport visé à l'article 18/4 du décret précité et après la vérification des comptes visée à l'article 28/6.

Le solde de la subvention, éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté.

Les intérêts produits par le placement de la subvention éventuellement non utilisée reçoivent la même affectation.

Le Fonds national de la Recherche scientifique peut prélever jusqu'à 2,5 % de la subvention afin de couvrir ses frais de gestion pour le Fonds « EOS ».

Art. 28/3. - Le financement alloué à chaque projet de recherche fondamentale intercommunautaire peut être majoré à raison de maximum 6 % pour la participation aux frais généraux des Institutions de recherche.

Art. 28/4. - Les autres institutions visées à l'article 18/3, § 1^{er}, alinéa 3 du décret du 17 juillet 2013 précité sont :

1^o Centre d'Étude de l'énergie Nucléaire ;

2^o Centre wallon de Recherches agronomiques ;

3^o Ecole royale militaire ;

4^o Institut de Recherches Microbiologiques Jean-Marie Wiame ;

5^o Institut von Karman de dynamique des fluides ;

6^o Jardin Botanique National de Belgique.

Art. 28/5. - Le « Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire « EOS » » est dirigé par un comité de gestion composé d'un président, d'un vice-président, de 6 membres au minimum et d'un secrétaire-rapporteur.

Le comité de gestion est présidé par le recteur ou la rectrice qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique.

La vice-présidence du Comité de gestion est celle du Fonds national de la Recherche scientifique.

Les membres du comité de gestion sont désignés par le conseil d'administration du Fond national de la Recherche scientifique.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique associe au comité de gestion au moins une personnalité représentative d'institution(s) d'enseignement universitaire située(s) en Communauté flamande.

Le mandat des membres visés aux alinéas 4 et 5 est de trois ans ; il est renouvelable à l'exception du mandat des membres « ex-officio ».

Le Secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès du comité de gestion.

Chaque année, le comité de gestion du « Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire « EOS » » établit un projet de dépenses en vue du financement de programmes de recherche au cours de l'année suivante au titre de la subvention visée à l'article 18/1 du décret du 17 juillet 2013 précité.

Art. 28/6. - Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du fonds et d'assurer que le contrôle visé à l'article 28/2 est régulièrement effectué. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré, après le chapitre V/1, un chapitre V/2 intitulé « Chapitre V/2. - Financement de la recherche en art ».

Art. 4. Dans le chapitre V/2, inséré par l'article 3, sont insérés les articles 28/7 à 28/10 rédigés comme suit :

« Art. 28/7. - Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Art. 28/8. - La subvention visée à l'article 18/5 du décret du 17 juillet 2013 précité est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en une seule tranche, au début de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche qui sera liquidé après la transmission du rapport visé à l'article 18/9 du décret précité et après la vérification des comptes visée à l'article 28/10.

La subvention accordée au FRArt est versée sur un compte spécial que le Fonds national de la Recherche scientifique ouvre au nom du FRArt auprès de l'organisme bancaire qui est chargé de la mission de caissier de la Communauté française.

Le solde de la subvention, éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté. Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions éventuellement non utilisées reçoivent la même affectation.

Le financement alloué est imputé à raison de maximum 4 % aux frais de gestion par le Fonds national de la recherche scientifique.

Art. 28/9. - Le Fonds de la recherche en art (FRArt) est dirigé par un conseil d'administration qui est composé :

a) de huit membres des Ecoles supérieures des Arts désignés par le collège des directeurs et directrices de ces Ecoles ;

b) de la présidence et vice-présidence du Fonds national de la Recherche scientifique ;

c) de deux membres de la société civile cooptés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est co-présidé par un membre qu'il désigne à la catégorie a) visée à l'alinéa 1^{er} et par le président du Fonds national de la recherche scientifique.

Le conseil d'administration se réunit valablement en présence d'au moins un co-président.

Le mandat des membres, à l'exception des membres visés à l'alinéa 1^{er}, b), est de deux ans ; il est renouvelable.

Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès du conseil d'administration.

Art. 28/10. - Le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du fonds et d'assurer que le contrôle visé à l'article 28/8 est régulièrement effectué. ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018 pour les articles 1 et 2.

Art. 6. Le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 novembre 2018.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/14947]

6 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, de artikelen 11 en 12;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 61;

Gelet op het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique", gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2018, inzonderheid op de artikelen 18/1, § 1, derde en vijfde lid, § 2, tweede lid, 18/3, § 1, derde lid, 18/5, eerste lid, en 18/6, eerste lid ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 2018 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juni 2018 ;

Gelet op het advies van de « Académie de recherche et d'enseignement supérieur » (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs) van 11 juli 2018 ;

Gelet op het advies van het "F.R.S.-FNRS " van 11 juli 2018 ;

Gelet op de « gendertest » van 28 mei 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies nr. 64.262/2 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Tussen hoofdstuk V en hoofdstuk VI van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het "Fonds national de la Recherche scientifique", wordt een hoofdstuk V/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk V/1.- Financiering van programma's inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek »

Art. 2. In hoofdstuk V/1, ingevoegd bij artikel 1, worden de artikelen 28/1 tot 28/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/1. – Het « Fonds national de la Recherche scientifique » is verantwoordelijk ten overstaan van de Minister van Wetenschappelijk Onderzoek voor het gebruik door de begünstigden van de financiële hulpverleningen die hij hen toekent.

De Raad van bestuur van het « Fonds national de la Recherche scientifique » bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van de uitgaven.

Art. 28/2. – De subsidie bedoeld in artikel 18/1 van het bovenvermelde decreet van 17 juli 2013 wordt aan het « Fonds national de la Recherche scientifique » in vier gelijke schijven toegekend, op het begin van elk kwartaal van het jaar, met uitzondering van een bedrag dat gelijk is aan 10% van de laatste schijf vereffend na de verzending van het verslag bedoeld in artikel 18/4 van het bovenvermelde decreet en na controle van de rekeningen bedoeld in artikel 28/6.

Het eventueel beschikbaar saldo van de subsidie wordt op het einde van het boekjaar overgedragen.

De interessen opgebracht door de belegging van de eventueel niet opgebruikte subsidies krijgen dezelfde bestemming.

Het « Fonds national de la Recherche scientifique » kan tot 2,5% op de subsidie opnemen om zijn beheerskosten voor het « EOS » Fonds te dekken.

Art. 28/3. – De financiering die aan elk project inzake intercommunautair fundamenteel onderzoek wordt toegekend, kan vermeerderd worden naar rata van hoogstens 6% voor de deelname in de algemene kosten van de onderzoeksinstellingen.

Art. 28/4. – De andere instellingen bedoeld in artikel 18/3, § 1, derde lid, van het bovenvermelde decreet van 17 juli 2013 zijn :

1° het « Centre d'Étude de l'énergie Nucléaire » ;

2° het « Centre wallon de Recherches agronomiques » ;

3° de « Ecole royale militaire » ;

4° het « Institut de Recherches Microbiologiques Jean-Marie Wiame » ;

5° het « Institut von Karman de dynamique des fluides » ;

6° de « Jardin Botanique National de Belgique ».

Art. 28/5. – Het « Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire « EOS » » wordt geleid door een beheerscomité samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter, ten minste 6 leden en een secretaris-verslaggever.

Het beheerscomité wordt voorgezeten door de rector die het voorzitterschap van het « Fonds national de la Recherche scientifique » waarneemt.

Het ondervoorzitterschap van het Beheerscomité is dat van het « Fonds national de la Recherche scientifique ».

De leden van het beheerscomité worden aangesteld door de raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique".

De raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique" kan bij het beheerscomité ten minste een representatieve persoonlijkheid van instellingen van universitair onderwijs betrekken die in de Vlaamse Gemeenschap gevestigd zijn.

Het mandaat van de leden bedoeld in het vierde en vijfde lid duurt drie jaar; het wordt hernieuwbaar met uitzondering van het mandaat van de « ex-officio » leden.

De Secretaris-generaal van het « Fonds national de la Recherche scientifique » neemt het ambt waar van secretaris-verslaggever bij het beheerscomité.

Elk jaar maakt het beheerscomité van het "Fonds de la recherche scientifique pour les programmes de recherche fondamentale intercommunautaire « EOS »" een uitgavenontwerp op met als doel de financiering van onderzoeksprogramma's tijdens het volgende jaar in verband met de subsidie bedoeld in artikel 18/1 van het bovenvermelde decreet van 17 juli 2013.

Art. 28/6. – De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek stelt een ambtenaar aan voor de controle op de regelmatigheid van de rekeningen van het fonds. Die ambtenaar moet ervoor zorgen dat de controle bedoeld in artikel 8/2 regelmatig uitgevoerd wordt".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt, na hoofdstuk V/1, een hoofdstuk V/2 ingevoegd, luidend als volgt « Hoofdstuk V/2. – Financiering van het kunstenonderzoek ».

Art. 4. In hoofdstuk V/2, ingevoegd bij artikel 3, worden de artikelen 28/7 tot 28/10, ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/7. - Het « Fonds national de la Recherche scientifique » is verantwoordelijk ten overstaan van de Minister van Wetenschappelijk Onderzoek voor het gebruik door de begünstigen van de financiële hulverleningen die hij hen toekent.

De raad van bestuur van het « Fonds national de la Recherche scientifique » bepaalt de nadere regels voor deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van de uitgaven.

Art. 28/8. – De subsidie bedoeld in artikel 18/5 van het bovenvermelde decreet van 17 juli 2013 wordt aan het « Fonds national de la Recherche scientifique » in één enkele schijf toegekend, op het begin van het jaar, met uitzondering van een bedrag dat gelijk is aan 10% van de laatste schijf vereffend na de verzending van het verslag bedoeld in artikel 18/9 van het bovenvermelde decreet en na controle van de rekeningen bedoeld in artikel 28/10.

De subsidie die aan FRArt toegekend wordt, wordt op een speciale rekening gestort dat door het « Fonds national de la Recherche scientifique » in naam van FRArt wordt geopend bij de bankinstelling die belast is met de opdracht van kassier van de Franse Gemeenschap.

Het saldo van de subsidie dat eventueel op het einde van het boekjaar beschikbaar is, wordt overgedragen. Nochtans kan de nieuwe bestemming ervan slechts tijdens het volgende boekjaar gebeuren.

De interessen opgebracht door de belegging van de eventueel niet opgebruikte subsidies krijgen dezelfde bestemming.

De toegekende financiering wordt naar rata van hoogstens 4% ten laste gelegd van de beheerskosten door het « Fonds national de la Recherche scientifique ».

Art. 28/9. – Het « Fonds de la recherche en art (FRArt) » wordt door een raad van bestuur geleid, samengesteld uit :

a) acht leden uit de Hogere kunstscholen aangesteld door het college van directeurs en directrices van deze scholen ;

b) de voorzitter en ondervoorzitter van het "Fonds national de la Recherche scientifique" ;

c) twee leden van de burgerlijke maatschappij gecoöpteerd door de raad van bestuur.

De raad van bestuur wordt gezamenlijk voorgezeten door een lid dat hij aanstelt in de categorie a) bedoeld in het eerste lid en door de voorzitter van het « Fonds national de la Recherche scientifique ».

De raad van bestuur komt geldig bijeen in aanwezigheid van ten minste één medevoorzitter.

Het mandaat van de leden, met uitzondering van de leden bedoeld in het eerste lid, b), duurt twee jaar ; het is hernieuwbaar.

De secretaris-generaal van het "Fonds national de la Recherche scientifique" neemt de ambten waar van secretaris-verslaggever bij de raad van bestuur.

Art. 28/10. - De Minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek stelt een ambtenaar aan voor de controle op de regelmatigheid van de rekeningen van het fonds en zorgt ervoor dat de controle bedoeld in artikel 28/8 regelmatig uitgevoerd wordt. ».

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018 voor de artikelen 1 en 2.

Art. 6. De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 november 2018.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT